

agriculture

Méthane : Le Garrit projetée de s'agrandir

l'essentiel ▼ Joël Laverdet avait été un pionnier dans le Lot voilà quatre ans, en créant une station de méthanisation sur l'exploitation agricole familiale à Mayrac. Il projette de la moderniser et de l'agrandir.

Quand la station de méthanisation Le Garrit Énergie environnement a ouvert, en 2012 à Mayrac, près de Souillac, elle était la plus grande de Midi-Pyrénées. Depuis lors, d'autres lui ont ravi cette place. Il faut dire que la méthanisation a le vent en poupe. « On traite des déchets dont on ne sait pas quoi faire comme les graisses de restaurant. On produit de l'énergie », et les effluents donnent « un produit qui remplace les engrais chimiques », liste Joël Laverdet, PDG de LG2E¹. Convaincu des intérêts de la méthanisation, il s'intéresse au sujet depuis longtemps : en 5^e, il avait fait un exposé là-dessus. Puis voilà seize ans, il a commencé à plancher sur le projet dans l'exploitation familiale : sur 25 hectares, les Laverdet y élèvent des porcs et font de l'horticulture et du maraîchage bio. L'agriculteur a étudié le sujet, voyagé en Allemagne où la méthanisation est bien plus développée. C'est d'ailleurs Outre-Rhin qu'il a acheté le matériel.

Il lui a fallu douze ans pour faire aboutir son projet. C'était le treizième en France. « On m'a pris



Dans les digesteurs, le gaz gonfle la bache, même s'il n'est pas sous pression. / Photo DDM, Marc Salvat

pour un fou, j'allais mettre un million sur un truc qui n'allait pas marcher », se souvient-il en souriant, ajoutant : « Je ne regrette pas... je recommence. » Joël Laverdet projette en effet d'agrandir son installation. « J'avais fait au plus juste en termes de budget. On manque d'automatisme, d'enregistrement... et pour pouvoir me permettre ça, il faut agrandir », dit-il. Cela fait un an qu'il y travaille et il n'est pas encore au milieu du chemin : il a déposé un dossier d'autorisation voilà un mois.

L'enquête publique devrait intervenir à la fin de l'été. Il faudra ensuite obtenir les subventions, négocier les prêts. Le budget se monte à 1,50 M€. « Si tout se passe bien, les travaux débuteraient en mars et devraient durer six mois », liste-t-il.

La capacité actuelle de la station est de 135 kW. Le projet la porterait à 300 kW. Elle absorberait 14 500 tonnes de matières organiques contre 9 500 à l'heure actuelle. Outre l'automatisation, il

y aurait une nouvelle cuve de 4 000 m³, ce qui permettrait de rallonger le circuit de digestion, un poste d'hygiénisation, une trémie pour les produits plus solides, un hangar pour accueillir des produits plus odoriférants sans nuisances. On se demande s'il y a pire que le lisier de porc. « Oh oui », confie Joël Laverdet.

F. Raynal

1. LG2E et l'exploitation agricole sont distinctes. Joël Laverdet est PDG de la première et associé avec son frère dans la deuxième. Ils emploient en tout huit salariés.

COMMENT ÇA MARCHE

La station du Garrit absorbe, chaque année, 3 000 tonnes de lisier venant de l'élevage de porc et 6 500 tonnes de déchets agroalimentaires (grais- ses de restauration ou d'entreprises cosmétiques, eaux sucrées, fruits, effluents d'une usine de bactéries pour la vinification...). Les déchets sont stockés dans diverses cuves (que Joël Laverdet a fermées pour éviter la propagation d'odeurs) puis envoyés dans une fosse de mélange où arrive le lisier. « Là-dedans, je fais une sorte de soupe qui est injectée chaque jour dans le digesteur de 1 000 m³, une sorte de gros estomac. »

Dans ce milieu anaérobie, chauffé à 40°, des bactéries dégradent la matière et produisent du gaz composé à 60-65 % de méthane. Le digesteur étant toujours plein, chaque jour, cela passe dans une cuve voisine de 2 000 m³. Le gaz est refroidi, asséché, passé dans des filtres à charbon puis injecté directement dans un moteur de cogénération, produisant de l'électricité, revendue à EDF, et de la chaleur qui chauffe la porcherie et les serres. Quant aux effluents (le reste de matière), ils sont utilisés par des voisins. « Ce sont des produits très intéressants pour les prairies ».

PRODUIRE OU ÉCONOMISER DE L'ÉNERGIE

La méthanisation reste encore confidentielle, notamment car elle demande des investissements conséquents. Il existe quelques autres projets sur le Lot : à Gramat et dans le Quercy blanc, les plus avancés, ainsi que des préprojets autour de Figeac et La-capelle-Marival.

La production photovoltaïque, via l'installation de panneaux sur les toits de bâtiments agricoles, qui a connu un énorme boom dans les années 2010 à 2012, a marqué un coup d'arrêt. La faute à la baisse du prix de rachat de l'électricité. Durant ces trois années, il y avait eu énormément de

projets autour de la coopérative Fermes de Figeac. On estime que le Lot compte, actuellement, entre 80 000 et 90 000 m² de toitures agricoles couvertes de panneaux photovoltaïques.

Couvrir un bâtiment déjà existant de panneaux n'est donc plus rentable, en revanche l'installation peut encore être considérée comme une façon d'amortir une construction. « Cela n'évolue plus beaucoup, commente Grégoire Mas, l'un des techniciens de la chambre d'agriculture en charge des énergies, et rien n'a pris le relais à une si grande échelle. »

Mais ce qui intéresse surtout les agriculteurs, ce sont les économies d'énergie ou le développement de pratiques qui permettent d'utiliser au mieux les ressources locales : des pratiques agronomiques ou encore des travaux sur les bâtiments. En la matière, il y a trois grands domaines : isolation des bâtiments, chaudière à biomasse pour chauffer les bâtiments et séchage en grange. Ce dernier sujet concerne surtout l'élevage laitier, notamment pour le rocamadour. Il s'agit de récolter le foin lorsqu'il est à sa pleine maturité, ce qui ne correspond pas toujours au moment où il est le

plus sec. Il est entreposé en vrac sur un plancher perforé et ventilé par une soufflerie. D'un projet à l'autre l'investissement n'est pas le même : il peut être de 10 000 à 15 000 € pour l'isolation et monter à 150 000 € pour le séchage.

Les techniciens aident les agriculteurs à monter les dossiers et faire les demandes de subvention. Entre isolation, chaudières et séchage, Grégoire Mas reçoit de trente à cinquante dossiers par an.

Les agriculteurs peuvent se renseigner auprès de Grégoire Mas, 05 65 41 34 46 ou Thierry Gayral, 05 65 34 19 10.